

# Lutte de classe

## Une lecture critique du n°822 d'Informations ouvrières paru le 29 novembre 2007

### **Présentation.**

Plusieurs sujets sont abordés dans ce document de 13 pages.

Tout d'abord, je reviens sur la grève des agents de l'Etat pour conserver leurs régimes de retraite. A cette occasion le PT s'est découvert tel qu'il était vraiment dans des proportions inconnues, allant même jusqu'à afficher ouvertement son soutien au gouvernement et aux dirigeants syndicaux. Pour le PT, « *Fillon n'a pas gagné* », bien qu'il n'ait pas cédé sur les 37,5 annuités et que la grève ait été brisée. Plus menteur, tu meurs !

Le PT n'a jamais avancé les mots d'ordre suivants : retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement contre les régimes spéciaux, grève illimitée jusqu'au retrait, comité national (ou coordination) de grève des délégués élus des assemblées générales des cheminots. Au contraire, ses militants ce sont opposés à cette orientation qui était la seule perspective pouvant permettre d'unifier l'ensemble des cheminots au niveau national et d'appeler l'ensemble des travailleurs du pays à les imiter en engageant le combat contre le gouvernement sur leurs propres revendications ouvrant la voie à la grève générale... Ils ont tout fait pour que cette grève demeure isolée et qu'elle ne dépasse pas le stade d'une revendication sociale.

Vous lirez comment ils ont repris à leur compte un par un tous les arguments des dirigeants syndicaux, c'est stupéfiant (pour ceux qui ignoraient encore la nature du PT). Pire encore, il se prononce même pour les journées d'action !

Ensuite j'aborde rapidement la *Convention nationale pour un parti ouvrier* pilotée par Schivardi et Gluckstein qui a accouché d'une souris, mais qui malgré tout va donner lieu à un événement à « *caractère historique* » en juin 2008, paraît-il pour ces mégalomanes forcenés. Vous verrez, on se marre bien en lisant *Informations ouvrières*.

Après, bien entendu, une large place est consacrée comme il se doit à l'indépendance des syndicats qui prend la forme systématiquement pour le PT de l'indépendance des dirigeants syndicaux, à qui il faut laisser faire ce qu'ils veulent, vous connaissez le refrain par coeur.

Ils en profitent pour en appeler à la Charte d'Amiens, mais d'une manière restrictive, il ne faut pas rêver, pas question de mettre en avant son objectif, l'abolition du salariat, donc du capitalisme, puisque les dirigeants syndicaux y sont allergiques, opposés pour être plus précis. On comprend, on comprend...

Vous verrez aussi de quelle manière une intervenante à cette convention a abordé la condition des femmes (travailleuses), en évoquant la fécondité, un thème en vogue qui me donne envie de vomir, car sans dire un mot de la surpopulation qui est bien réelle et du chaos dans lequel le capitalisme est en train de plonger l'humanité. Le parti, l'expression conscient du mouvement inconscient ? Le parti, mais pas le PT ...

J'ai abordé ensuite la question du traité de Lisbonne, vous aurez noté que le PT a été le dernier parti en France à proposer une initiative, une pétition, alors que son unique ligne politique depuis 15 ans repose sur la rupture avec l'Union européenne. Sa pétition vient s'ajouter à bien d'autres, mais comme d'habitude, il fallait que le PT se distingue en apportant sa touche personnelle à la division, au nom de l'unité, cela va de soi.

Un mot très bref sur la soi-disant « *tribune libre* » d'*Informations ouvrières* qui n'a de libre que le mot comme chacun sait.

Je pose quelques questions sur le déroulement du mouvement des infirmières en Finlande, j'ai le défaut d'être curieux et j'aime bien savoir comment les choses se sont passées au juste.

Vous passerez, j'en suis sûr, un bon moment en compagnie de Marc Gauquelin qui s'est fendu d'un article à ne pas piquer des vers sur le SPD, un parti de *gauche*, qui enfin se décide à pencher à *gauche*, il fantasme littéralement...

Puis vous constaterez encore une fois que le PT étale sa conception nationaliste de la lutte des classes en soutenant sans réserve le militaire Chavez, l'égérie ou la nouvelle icône des altermondialistes au PT en passant par la LCR et tous les gauchistes décomposés. De mon côté, j'ai réuni des faits se situant entre la fin décembre 2006 et le mois de septembre 2007, qui rendent un peu moins présentable le personnage Chavez et rétablissent certaines vérités au passage.

Dans la chronique nécrologique du PT, vous aurez sans doute à coeur d'apprendre chères âmes sensibles, qu'un bureaucrate pourri de FO est intervenu pour vanter les mérites de son syndicat « *libre* » comme le vent, toutes les occasions étant bonnes pour fourguer sa camelote frelatée, ses complices et octogénaires du PT,

Lambert et de Massot en rajouteront une louche contre la LCR au passage, disons pendant qu'il en est encore temps, histoire de faire oublier, un instant de recueillement oblige, leur écrasante responsabilité dans la décomposition du mouvement ouvrier et l'incapacité de constituer une avant-garde révolutionnaire organisée digne de ce nom. Si la crémation s'était déroulée comme ici en Inde, j'aurais pu ajouter qu'ils font feu de tout bois pour tromper les militants, mais comme ce n'est pas le cas, je m'abstiendrai de le rajouter... mais je n'en pense pas moins.

Pour finir, je n'ai pas pu m'empêcher d'écorcher vif Stentor qui étale une fois de plus sa niaiserie en prenant partie pour les trusts pharmaceutiques contre les trusts de l'agroalimentaire : confondant. Sous couvert de la défense de la Sécu cela va s'en dire. Voilà ce qui arrive quand on met la charrue avant les boeufs, une fâcheuse habitude au PT (Voir la question de l'UE). Je le soupçonne aussi d'avoir raté sa vocation d'acteur, à défaut de scène ou de plateau où il aurait fait un piètre comique, il doit se contenter d'une maigre tribune dans IO où il s'emploie chaque semaine à saper la crédibilité du PT...

J'ai rajouté un épilogue sur les mécanismes psychologiques mis en oeuvre pour tromper les militants, quelques paragraphes sur le parti auquel vont adhérer les militants du PT alors qu'il n'existe pas, une première dans l'histoire du mouvement ouvrier international, ne vivons-nous pas dans un monde virtuel ?, quelques réflexions sur le militantisme et le communisme, et pour conclure, je me pose des questions à propos de la présence des syndicats dans les organismes sociaux aux côtés du patronat et du gouvernement.

La réalisation de ce document m'a demandé beaucoup de temps, à chaque fois que je le reprenais, je le modifiais, en fait je ne suis jamais satisfait de mon travail. Vous excusez les fautes que je n'aurais pas corrigées, car si on devait ramener ce texte au format d'un livre de poche, il ferait entre 35 et 40 pages. En dehors du passage sur Chavez où j'ai utilisé des articles du *Monde*, je n'ai employé aucun support en dehors d'*Informations ouvrières*, vous ne trouverez pas trace de citations.

La polémique fait partie du combat politique, elle est nécessaire. Je rappelle au passage pour ceux qui ne s'en seraient pas encore aperçus, que je ne m'adresse pas aux travailleurs qui ont encore des illusions dans le régime, mais à des militants qui en principe le combattent, je n'ai donc pas besoin d'axer mes textes contre Sarkozy, mon combat contre le gouvernement est inscrit (ou contenu) dans celui que je mène ici contre le réformisme et le centrisme. C'est peut-être la partie du travail du militant révolutionnaire la plus périlleuse et la plus exposée, la plus ingrate et la plus controversée aussi, mais elle est nécessaire et surtout très instructive, car elle irrite les dogmatiques, les adeptes du culte de la personnalité et les faussaires en tous genres, au point qu'ils se sentent obligés de réagir et de se découvrir par la même occasion, ce qui permet de pouvoir mieux les combattre. Je dois vous avouer que je me fais un malin plaisir à les provoquer parfois pour les faire sortir de leur tanière. C'est dingue (et usant) qu'il faille sans cesse rappeler les choses les plus élémentaires. La susceptibilité malade des uns et des autres m'exaspère.

Quant à l'humour, au-delà du message qu'il permet de faire passer, il permet d'égayer un peu la lutte de classe qui en a bien besoin, car si pour garder le moral les militants devaient s'en tenir au triste et lamentable spectacle que nous offrent les dirigeants des différents partis et au sombre avenir qui se dessine un peu plus chaque jour sous nos yeux, il y aurait de quoi faire une dépression ou se flinguer. Je ne parle pas pour moi, je suis blindé bien que devant affronter quotidiennement des problèmes innombrables (et sans fin) dans ce pays de merde qui n'a de démocratique que le nom, en Inde, non, je pense sincèrement à tous les militants ouvriers sans distinction qui sont

rongés par le doute ou le pessimisme, à tous ceux qui ont envie de baisser les bras ou qui sont désespérés par l'inexistence du parti.

Suite à une discussion avec un ex-militant du PT, je rajoute quelques mots qui ne figurent pas dans mon texte.

Vous savez que l'on ne peut pas tout dire dans un texte et sans cesse répéter les mêmes choses. A ces camarades j'ai une seule chose à leur dire : camarades, si vous gardez sincèrement confiance dans la capacité du prolétariat à accomplir les tâches historiques qui sont les siennes (il faut se donner les moyens d'en avoir une claire compréhension évidemment, la confiance seule est insuffisante et synonyme de confusion ou d'illusion), et vous êtes les seuls à le savoir réellement, si vous gardez en permanence à l'esprit que l'intégralité de nos tâches doivent être impérativement subordonnées à la question centrale du pouvoir politique car c'est à ce niveau que se situe la solution aux contradictions du capitalisme, dites-vous bien qu'à un moment donné la situation va se décanter et les conditions nécessaires au regroupement des militants révolutionnaires vont finir par se concrétiser, soyez patients.

Selon moi, quatre conditions préalables doivent être remplies pour avancer vers la construction du parti : la méthode, les principes, l'objectif et l'analyse de la situation.

La méthode, le marxisme, le matérialisme dialectique et historique appliquée à la lutte des classes sur le plan théorique, pas par fétichisme idéologique, mais parce que c'est la seule méthode qui permet d'interpréter et de comprendre la société, la nature et l'univers tels qu'ils sont réellement. On ne peut pas prétendre agir et changer le monde en ayant recours à une forme de matérialisme non dialectique ou à la dialectique au service de l'idéalisme. A l'alternative socialisme ou barbarie, on peut ajouter celle de matérialisme dialectique ou idéalisme. Ce ne sont pas les idées qui gouvernent le monde ou le changeront, sinon cela serait fait depuis longtemps...

Les principes sont indissociables des enseignements de la révolution d'Octobre et de la lutte des classes, c'est-à-dire sur le plan pratique, le parti construit sur le modèle du parti bolchevik adapté à notre époque. Face à un ennemi armé jusqu'aux dents, disposant de pouvoirs tentaculaires et de moyens illimités, organisé, centralisé, discipliné, nous devons dresser une armée de combattants révolutionnaires déterminés, disciplinés, centralisés si nous voulons un jour le vaincre. Voilà ce que Lénine (et Trotsky) avait compris.

L'objectif, s'appuyer sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat pour renverser le régime en place et prendre le pouvoir qui se confond au premier stade de la révolution avec la formation d'un gouvernement dirigé par le parti et les fractions du mouvement ouvrier combattant pour la victoire de la révolution socialiste. Tout gouvernement qui prendrait une autre forme serait systématiquement voué à l'échec.

Sans analyse politique correcte de la situation économique, sociale et politique, il est impossible de déterminer une ligne politique correcte, une tactique et une stratégie correcte, autrement dit, il existe tellement de facteurs de division ou de dislocation à l'intérieur du parti, qu'il est totalement impossible de le mobiliser pour le mener au combat, bref de le construire, c'est une passoire.

Tant que ces conditions n'auront pas été assimilées par les militants, cadres ou dirigeants du mouvement ouvrier, le parti demeurera à l'état de devenir.

Et puis, gardez en mémoire que nous sommes à la fin d'une période de l'histoire de l'humanité ou de sa préhistoire comme vous voudrez, c'est une étape décisive que nous devons franchir, donc celle qui réclame peut-être le plus de préparation, de temps d'énergie et paradoxalement de détermination : l'affranchissement définitif de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour accomplir cette tâche gigantesque, nous avons besoin de chaque militant, nous combattons dans nos rangs des positions, pas des militants, je ne le perds jamais de vue.

Ne désespérez pas, si vous observez les positions des uns et des autres, vous avez pu constater que certaines positions ont évolué. Des camarades se demandent s'ils ont bien fait de quitter leur parti alors que je leur avais conseillé d'y rester pour le moment. Chacun doit assumer ses responsabilités et j'assume les miennes.

Autant vous dire que j'ai abandonné l'idée de rejoindre la LCR pour y constituer une fraction ou une tendance marxiste-léniniste, ce parti étant aussi cadencé et antidémocratique que le PT malgré les apparences, mais bon, je ne me suis jamais fait d'illusions sur cette question, notre devoir est de vérifier toutes les hypothèses. Je n'ai pas le temps ici de vous relater l'expérience de camarades qui m'ont conduit à cette conclusion.

La grande différence entre le PT et la LCR, c'est qu'il existe au PT au moins une cohérence entre les discours et la pratique de ses dirigeants, alors qu'à la LCR, les discours sont parfois corrects ou acceptables, alors que sur le plan pratique le niveau des interventions ou des réunions se situe à un niveau de médiocrité à peine imaginable, qui plus est en totale contradiction avec les intentions affichées par ses dirigeants. Il est plus facile de critiquer la LCR, c'est pour cela que je ne m'attarde pas sur ce parti. Ne parlons pas de LO qui se situe encore un cran en dessous de la LCR.

L'essentiel pour le moment pour l'avant-garde du prolétariat, c'est à mon avis de continuer le combat contre le gouvernement dans une structure ou de s'associer ponctuellement à un parti ou un groupe. Gageons que de la confrontation fraternelle et honnête des idées émergera un parti digne de reprendre le flambeau de la tradition révolutionnaire du prolétariat international.

---

**Page 3**, le PT tire les leçons de la grève à la SNCF et la RATP. « *Il y a une volonté que les organisations syndicales jouent leur rôle et qu'elles défendent en toutes circonstances les revendications. Fillon n'a pas gagné.* ». Et plus loin « *Quant à dire qu'il a gagné, c'est une autre paire de manches.* ».

La grève n'a pas été menée jusqu'à son terme, le maintien inconditionnel des 37,5 annuités, mais « *Fillon n'a pas gagné* » !

Le PT reprend insidieusement à son compte l'affirmation de Sarkozy selon laquelle à l'issue de cette grève « *il n'y aura ni vainqueur ni vaincu* », autrement dit, dans ces conditions là, impossible d'en tirer la moindre leçon, c'est précisément l'objectif que cette intervention met en lumière. A l'opposé, je considère que Fillon a gagné puisque la grève a été brisée, les cheminots n'ont pas obtenu satisfaction à leur principale revendication : maintien des 37,5 annuités.

Question : ne serait-ce pas justement cette « *volonté* » de s'en remettre entièrement « *aux organisations syndicales* », lisez, les dirigeants syndicaux, qui a été à l'origine de cette défaite ? Pour éviter que les dirigeants syndicaux s'emparent d'une partie du projet de loi du gouvernement pour la retourner contre l'autre, n'aurait-il pas fallu avancer un mot d'ordre sans ambiguïté : retrait inconditionnel du projet de contre-réforme des régimes spéciaux, à l'instar du combat exemplaire qui avait eu lieu au printemps 2006 contre le CPE et qui s'était cristallisé autour d'un seul mot d'ordre clair et net : retrait ?

Pourquoi le PT n'a-t-il pas avancé ce mot d'ordre ? Pour coller au plus près du mouvement spontané des cheminots ? Vous voyez où mène cette pratique : à l'impasse ou pire, à la capitulation.

### **Quand le PT brade les 37,5 annuités.**

« *Les collègues s'interrogeaient. Mais leur détermination a permis que l'unité se réalise et aboutisse à une motion avec les trois revendications, car les responsables syndicaux sont attachés à leurs régimes de retraite.* ». Ben voyons ! Dès lors que le combat ne se concentrait pas pour le retrait du texte du gouvernement et qu'il n'y avait pas une mais trois revendications, les dirigeants syndicaux n'avaient plus qu'à se servir des deux autres pour marchander avec le gouvernement et diviser les agents, afin de faire passer celle sur le passage aux 40 annuités.

Autre contre-vérité : « *les trahisons de la FGAAC le 19 octobre (...) n'ont quasiment pas eu d'effet sur la force de la grève* », tu parles, le trafic ferroviaire n'a jamais été totalement bloqué, et il a repris jour après jours au bout de 4 ou 5 jours, les trains devaient rouler tout seuls !

« *Un nombre important de collègues attendent quelque chose des négociations... C'est pour cela qu'un collègue a dit avant-hier en assemblée générale : « Ce mois de négociations, c'est une bombe à retardement ! » Je ne sais pas s'il a raison. Peut-être bien. Mais s'il y a une chose sûre, c'est que la page n'est pas « tournée ».* ». Souhaitons-le, encore faudrait-il clarifier le rôle que chacun a tenu lors de cette grève, en premier lieu celui des dirigeants syndicaux, et cesser de mettre en avant des mots d'ordre de division qui ne font que faciliter la trahison des appareils. Or jusqu'à présent ni le PT, ni la LCR, ni LO n'ont été capables d'aller au bout de leurs analyses, sans parler qu'elles n'avancent aucune perspective politique...

Comment le PT pourrait-il tirer les leçons de cette grève, alors qu'il n'apporte aucun démenti à ceux qui s'imaginent que les « *négociations* » en cours pourraient déboucher sur le maintien des 37,5 annuités ? En réalité, le PT capitule, il a déjà intégré le passage à 40 annuités rejoignant ainsi les Thibault, Mailly et Chérèque, ce qui explique parfaitement pourquoi il ne dément pas les cheminots qui attendent quelques choses des « *négociations* », CQFD.

Pas une fois vous n'aurez lu dans *Informations ouvrières* : retrait inconditionnel du projet de loi antisocial du gouvernement, rupture des relations avec le gouvernement, grève illimitée jusqu'à satisfaction, préalable nécessaire pour mettre en échec les manoeuvres de division des dirigeants syndicaux pourris. Vrai ou faux ? Comme disent les grands démocrates que sont les dirigeants du PT, je vous laisse répondre librement à cette question.

**Page 4**, toujours sur le même sujet il laisse dire : « *Aujourd'hui, on n'a toujours pas de réponse de la part du gouvernement.* ». Faux, Sarkozy et Fillon ont répété qu'ils ne lâcheront pas sur le passage à 40 annuités, le pilier de cette contre-réforme. On peut dire ici que le PT joue ouvertement le jeu du gouvernement.

#### **Quand le PT soutient le gouvernement.**

« *Les organisations se retrouvent dans un calendrier très long. Mais ce qu'attendaient les cheminots, ce sont des réponses aux revendications.* »

Faux. Les cheminots n'ont rien demandé, c'est le gouvernement qui les a agressés en avançant ce projet de loi, un seul mot d'ordre aurait suffi à rallier tous les cheminots : pas touche à notre régime de retraite ! Question : De quel côté de la barricade se situe désormais le PT ?

#### **Quand le PT soutient les appareils pourris des syndicats.**

« *Les motions ont eu aussi l'avantage d'éviter les coordinations.* ». Et plus loin : « *Les assemblées générales tenaient à mettre les sigles des syndicats.* ». Question : pourquoi fallait-il « *éviter les coordinations* » ? Parce qu'elle aurait permis de vaincre le gouvernement comme ce fut le cas contre le CPE ? Parce que la coordination nationale (ou le comité national de grève) de l'ensemble des délégués des assemblées générales des cheminots aurait concentré son combat contre le gouvernement en associant militants syndicaux et politiques, en posant la question au niveau supérieur, au niveau politique ? Diable, tout mais pas cela ! Il valait beaucoup mieux que la grève des cheminots demeure sous la coupe des appareils traîtres des syndicats, c'était évidemment la meilleure façon pour qu'elle se termine par un échec.

« *Les dernières motions se sont adressées aux fédérations en disant : vous rentrez dans le cadre de la négociation, nous, on veut que vous alliez à la négociation sur les quatre points, et si jamais on n'obtenait pas satisfaction, sachez que nous sommes prêts.* ». A quel moment les cheminots ont donné mandat aux dirigeants syndicaux de « *négoçier* » y compris le passage à 40 annuités ? Jamais, c'est un pur mensonge de plus. Ou quand le PT colporte des illusions, épouvantable. Le PT n'est plus un parti centriste, mais un parti réformiste contre-révolutionnaire qui prend en charge les intérêts du gouvernement, il en fait ici la démonstration.

Voyons de quelle manière ils s'y prennent pour tromper les travailleurs, c'est un exercice pratique dont chaque militant peut tirer les enseignements pour ne surtout pas le reproduire sur le terrain.

« *Jour après jour, dans des motions, les assemblées générales, avec les syndicats, précisaient les revendications et donnaient mandat aux fédérations sur les revendications précises.* ». Toujours pas un mot sur le retrait inconditionnel du projet de loi du gouvernement.

« *Ce mouvement est loin d'être une défaite. Hier, 23 novembre, nous étions encore 100 en assemblée générale, alors que c'était une assemblée de reprise. Et les cheminots ont dit : le mandat de l'assemblée générale demeure. Concernant la direction de la CGT, il y a déception, mais personne n'a déchiré sa carte syndicale. Des agents de conduite ont adhéré au syndicat. Les assemblées générales, avec la présence des syndicats, ont démontré que le mouvement ouvrier existe.* ». Alors tout est dans l'ordre des choses dans le meilleur des mondes, c'est Thibault qui doit être rassuré, ouf ! Et Sarkozy bien sûr !

#### **Bénis soient les appareils !**

« *La grève a été massive du point de vue de la masse des cheminots parce que, globalement, ceux qui composaient les appareils syndicaux, intermédiaires se sont battus pour la grève. Pour autant, il n'y a pas eu un débordement des sommets par la masse. Tous les journaux ont dit : "La base se rebelle." En réalité, les assemblées générales ont reconduit la grève, adopté des motions, parce qu'il y avait des délégués syndicaux dans les assemblées générales qui se battaient pour la reconduction.* ». Il ne faut pas oublier que des élections professionnelles sont prévues en janvier à la SNCF (si je ne me trompe pas), donc on comprend que les bureaucrates « *intermédiaires* » n'aient pas envie de perdre leurs postes tant convoités.

Quand j'étais délégué syndical FO, je me souviens que je cumulais tous les mandats possibles dans l'entreprise au point que sans savoir exactement pourquoi ni comment, je ne bossais plus qu'une semaine par mois, alors c'est vrai que lorsqu'il faut retourner gratter à temps complet, il y en a qui en ont perdu l'habitude au bout de plusieurs années et n'y tiennent pas trop. Quelle naïveté s'étale sous nos yeux !

« *Ce qui s'est passé est d'une profondeur politique considérable. Durant neuf jours, la très grande majorité des délégués se sont opposés aux consignes de ceux des dirigeants qui leur disaient d'arrêter et ont organisé la reconduction de la grève. Cela laisse une empreinte profonde.* ». Il y avait peut-être aussi des délégués syndicaux qui échappaient en partie au contrôle de l'appareil, je pense aux militants révolutionnaires, mais peut-être que je me trompe sur leur nombre. Tu parles d'une « *profondeur politique considérable* », peut-être après tout, mais qui

tranche singulièrement avec le fait qu'aucun parti n'a pas été foutu d'avancer la moindre perspective politique. On baigne en pleine inconsistance et inconscience politique. Navrant et pathétique à la fois !

*« A l'heure où nous parlons, les cheminots n'ont rien obtenu sur les quatre points. Les négociations peuvent finir par apporter un peu d'argent, mais, pour l'instant, ce ne sont jamais que des propositions. ». Avec « un peu d'argent » on peut sûrement briser la détermination de grévistes ou les diviser, c'est ce qu'avaient très bien compris Sarkozy et les dirigeants syndicaux bien avant le début de cette grève en marchandant certains points du projet de loi en échange du passage à 40 annuités, c'était justement la faille ou le piège qui était tendu aux cheminots et dans lequel les militants du PT sont tombés à pieds joints en suivant la politique de leurs dirigeants. Obtenir ou se satisfaire « d'un peu d'argent », à part cela ils ne sont pas sur une ligne réformatrice. Question posée à un militant soi-disant révolutionnaire : à quoi vous a servi ces 9 jours de grève, je parle au niveau de votre parti ? Réponse : cela nous a « apporté un peu d'argent ». No comment, je deviendrais féroce.*

## **Vive les journées d'action et la division !**

*« Ce n'est pas fini, puisque les revendications sont toujours posées. A la limite, peu importe la forme que cela prend »*

Ben voyons, vive les journées d'action ! L'espoir fait vivre à défaut d'analyse, quant à la forme, les dirigeants syndicaux ont pris les devants en avançant des actions bidons pour finir de briser la détermination des cheminots. Comme d'habitude c'est Chérèque qui a poussé la mascarade le plus loin en appelant à une grève de 59 minutes ! J'imagine que la minute restante est offert au gouvernement, en prime ! Bah, peu importe au point où nous en sommes !

*« Quand on parle d'un mouvement de classe, il faut distinguer le sommet des organisations, les appareils des organisations, du délégué de base au responsable de syndicat, et la masse des cheminots.*

*Au sommet des organisations, tout a été fait pour contrecarrer le mouvement de classe des cheminots.*

*C'est sans précédent qu'un secrétaire général de confédération passe tout son temps dans un conflit à dire qu'il faut s'arrêter, d'une manière quasi ouverte. Il a été dit aussi par d'autres qu'il fallait éviter la jonction entre les cheminots et le reste de la classe ouvrière, notamment le 20. Ce qui me frappe, c'est l'écart entre le sommet des appareils et une très large fraction des appareils eux-mêmes.*

*En d'autres circonstances, quand le sommet de l'appareil avait décidé que l'heure était venue d'arrêter la grève ou d'empêcher sa reconduite, l'ensemble de l'appareil répondait aux consignes.*

*Là, une très large fraction de l'appareil intermédiaire s'est rebiffée contre les consignes du sommet de l'organisation. »*

Ballot, à un mois d'élections professionnelles à la SNCF, normal, non ? Mais au fait, il a toujours été question des quelques milliers d'agents de la SNCF qui ont participé aux assemblées générales dans toute la France, sans qu'on nous dise grand chose des 140 000 restants. A lire ces lignes, on pourrait penser que les confédérations syndicales sont des organisations qui respectent la démocratie ou plus précisément que leurs directions sont des modèles de démocratie qui permettent à leurs bases de s'exprimer librement et d'être entendu, car dans ma situation comme des millions de travailleurs, c'est-à-dire de l'extérieur de la SNCF, j'ai toujours entendu Le Reste ou Thibault dire qu'ils respectaient les décisions des AG, des démocrates exemplaires je vous dis.

Tout au long du XXe siècle, à de multiples reprises des dirigeants syndicaux ou politiques ont fait mines pour des raisons diverses de défendre des revendications mises en avant par les travailleurs. Regardez les pitreries grotesques du PS à l'occasion du passage de Kadhafi chez son marchand d'armes favori, Sarkozy, on pourrait presque les croire sincères. Pendant que les appareils en cœur avec Thibault se faisaient l'écho des AG, le même Thibault portait un coup fatal à la grève. D'après vous, quel a été l'élément déterminant dans cette histoire ? Quand vous aurez répondu à cette question, vous n'aurez plus qu'à balayer d'un geste du bras les arguments du PT pour ne conserver que l'essentiel.

Pour ma part, voici la leçon que je tire de cette grève. Je suis à 10 000 kilomètres de Paris, donc je prends le risque de me tromper, c'est mieux que de se défilier ou de se ranger derrière la pensée unique.

Il a manqué en effet quelque chose aux cheminots pour que leur grève aboutisse. Procédons par étape.

Contrairement à ce qui est écrit dans le journal du PT, il aurait fallu que les cheminots se dote d'une coordination, d'un comité ou d'un organe de direction au niveau national qui réunisse l'ensemble des délégués élus des différentes assemblées générales pour affronter les dirigeants syndicaux et le gouvernement, un organe de direction qui aurait été le seul porte-parole des cheminots face à Sarkozy-Fillon-Bertrand. Les délégués des cheminots n'aurait dû avoir qu'un seul mandat : grève illimitée jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement liquidant le régime de retraite spécifique aux cheminots, porte ouverte vers 41,42 ou 45 annuités pour tous, public-privé, d'ici quelques années.

Devant le refus du gouvernement UMP-UDF-PS de retirer son projet de loi, cet organe de direction des cheminots intégrant les délégués syndicaux, à condition qu'ils aient été élus par les cheminots réunis en assemblée générale, se serait alors adressé aux travailleurs de tout le pays et à l'ensemble des partis, organisations et groupes politiques se réclamant du mouvement ouvrier pour leur demander de les soutenir et d'appeler l'ensemble des travailleurs à rejoindre leur combat contre le gouvernement ce qui n'aurait pu prendre que la forme du mot d'ordre de grève générale pour la satisfaction de toutes nos revendications.

Les délégués du comité national de grève des cheminots auraient appelé les travailleurs à se réunir en assemblée générale et à se constituer en comité de grève, à élire démocratiquement leurs délégués afin que l'ensemble des travailleurs mobilisés à travers le pays constituent leur organisme centralisé de combat contre le gouvernement intégrant les partis et organisations politiques. Ainsi nous aurions pu contribuer à avancer vers une situation de double pouvoir combinant le combat pour les revendications économiques et sociales immédiates et le combat politique pour la réalisation des revendications transitoires posant directement la question politique du pouvoir. Dans ces conditions, en exprimant consciemment les tâches immédiates que le prolétariat avait à accomplir dans une perspective révolutionnaire, nous aurions pu accélérer la construction du parti indispensable pour renverser le régime et prendre le pouvoir.

Cette perspective politique peut sembler utopique, mais c'est à mon avis la seule qui permettra de surmonter (provisoirement) l'obstacle des appareils, de briser l'isolement et de poser les bases d'une mobilisation révolutionnaire contre le régime, en dépassant le stade des revendications économiques et sociales pour enfin pouvoir poser la question politique du pouvoir. Elle présente l'avantage de dresser l'ensemble de la classe contre le pouvoir en place.

Répétons-le encore une fois, contrairement à ce qu'ont affirmé des intervenants lors de la *Convention pour un parti ouvrier*, nous sommes avant tout des militants révolutionnaires combattant pour en finir avec le régime et non des militants combattants pour garantir l'indépendance des syndicats, prétexte à toutes les trahisons ouvertes ou camouflées. Voilà ce qui nous sépare des réformistes du PT, de la LCR et de LO. Dans la vie, il faut savoir ce que l'on veut. Si chaque revendication était subordonnée à la question du pouvoir politique, nous ferions des pas de géant dans la construction d'un parti révolutionnaire, mais aucun dirigeant ne veut entendre parler de cette méthode, la méthode de Lénine pour construire le parti et prendre le pouvoir, méthode et objectif dont que les uns et les autres ne veulent surtout pas entendre parler.

**Page 6**, la *Convention nationale pour un parti ouvrier* a accouché d'une souris. Extraits commentés.

Schivardi : « *pour ma part, le combat pour un parti ouvrier a commencé avec mon engagement au Parti socialiste, en 1972.* » ne vous marrez pas, c'est sérieux ! Au congrès d'Épinay en 1971, Mitterrand n'avait pas seulement avancé une stratégie pour accéder au pouvoir et barrer la route à la construction d'un parti révolutionnaire en France, mais aussi pour en finir avec le PCF qui symbolisait pour les réformistes bourgeois du PS et les radicaux de gauche, le communisme. Voilà le parti pourri que Schivardi a rejoint en 1972, et il le revendique !

Pour Gluckstein, il s'agit de construire un parti ouvrier « *authentiquement indépendant* », on vient d'avoir un avant-goût de cette « *indépendance* » par rapport au réformisme à travers l'intervention des cheminots militants du PT au cours de la dernière grève.

« *La situation est marquée par une véritable désagrégation, la crise de l'ensemble des partis ne cesse de s'approfondir.* », là aussi ne vous marrez pas, il n'y a qu'un seul parti en France qui soit épargné : le PT bien sûr !

« *Le projet de manifeste qui avait été soumis à tous les comités a fait l'objet de nombreux amendements. Dans la commission, le samedi soir, une cinquantaine de délégués ont discuté mot à mot ce document.*

*Le lendemain, lors de la séance plénière, plus d'une vingtaine de délégués, chacun avec sa sensibilité particulière, ont de nouveau proposé des amendements.*

*La convention a adopté ce projet de manifeste comme un document ouvert, une base à la discussion dans le cadre de la préparation du congrès de fondation.* » Si vous avez comparé comme moi la première et la seconde version de ce manifeste, vous avez pu constater l'absence de modification sur le fond. Comme dirait l'autre : cause toujours il en restera quelque chose.

Schivardi : « *La masse des maires résiste avec la très grande majorité des 500 000 conseillers municipaux.* », je me souviens avoir lu dans *Informations ouvrières* qu'environ 5 000 élus ou conseillers municipaux s'opposaient encore à l'intercommunalité forcée, il y a déjà de cela un an ou plus, ils doivent être encore moins nombreux aujourd'hui, mais cela n'empêche pas Schivardi de dire « *la masse des maires résistent* », un mensonge de plus

ou de moins qui s'ajoute à sa prétention de se présenter en candidats « *des maires* ». Il y en a décidément qui n'apprennent pas grand chose de leurs propres expériences.

Gluckstein nous ressort la Ire Internationale où « *tous les courants du mouvement ouvrier appartenaient à une même organisation*, », relayé page 10 par un des dirigeants de la Libre Pensée contrôlée par le PT, Jo Salaméro qui s'est présenté comme un militant anarcho-syndicaliste « *la Première internationale, tous courants confondus*, » ils ont oublié que Marx et Engels avaient viré Bakounine et les anarchistes de l'Internationale, mais bon, pour l'occasion, ils refont l'histoire à leur manière, n'est-ce monsieur le professeur d'histoire Gluckstein ? Pas étonnant que nos gosses soient si ignares en sortant de l'école. Si je trouve le temps, je vous ferais part plus tard de ma propre expérience au lycée de Pondichéry ces dernières semaines, où j'ai aidé des élèves de seconde à préparer un contrôle d'histoire sur la « *guerre froide* », à couper le souffle.

« *La véritable raison* (de la destruction de nos droits et acquis), *c'est la lutte des classes, c'est le fait de la classe capitaliste*. », bien sûr, sans oublier le gouvernement, la constitution et les institutions de la Ve République qui sont à leur service et qu'il faut abattre pour prendre le pouvoir et mener une politique enfin conforme aux intérêts du prolétariat.

« *A partir du moment où ils ont signé le traité de Maastricht, les Etats ont renoncé à toute souveraineté nationale*. » Faux, selon la constitution de la Ve République, il suffirait que le Président de la République estime qu'une directive est contraire à la souveraineté nationale ou l'intérêt de la France pour qu'il s'y oppose, c'est écrit dans la constitution, il suffit de savoir lire pour le vérifier.

**Page 8**, « *Plus que jamais, la question de l'indépendance des organisations syndicales est la clé du problème, parce que c'est la question de leur existence (...). Qu'est-ce qu'a démontré la grève des cheminots ? (...) Indépendamment du cours des dirigeants, l'existence des syndicats, des confédérations syndicales a été un obstacle à l'abandon des revendications défendues dans les assemblées générales.* »

« *En cela, je partage la contribution de Pierre Lambert et Roger Sandri (...).* » « *les amis* » des bureaucrates syndicaux qui ont toujours soutenu Bergeron, Blondel et Mailly. Lisez dans le site si vous ne l'avez pas encore fait la contribution de Sandri (Geddo) ex-numéro 2 de FO, et ma réponse, édifiant !

Quelle vision réductrice et simpliste ! Notez bien qu'encore une fois le rôle et la responsabilité des dirigeants syndicaux sont minimisés pour ne pas dire évacués. Ils insinuent que sans les syndicats les assemblées générales auraient « *abandonné* » les revendications. Ce qu'a constaté l'immense masse des cheminots qui n'a pas participé aux assemblées générales, c'est que ce sont les « *syndicats* » comme ils disent dans *Informations ouvrières* qui ont trahi et personne d'autre. Soit que les syndiqués aient déserté les assemblées générales, soit qu'ils aient voté la fin de la grève quand ils n'avaient pas déjà repris le boulot pour certains. Derrière cet hommage aux syndicats pour le moins déplacé, ce sont implicitement les cheminots dont moins de 10% ont participé aux assemblées générales, qui sont accusés d'avoir été séduits par les arguments des dirigeants syndicaux et du gouvernement. Bref, si vous cherchez à comprendre les raisons de cette défaite ne cherchez pas du côté des dirigeants syndicaux ni du côté des appareils intermédiaires, regardez plutôt du côté des cheminots. Le PT tient exactement le même discours que les dirigeants syndicaux.

« *L'appareil syndical et les militants syndicaux dans leur majorité résistent avec force et courage contre les positionnements et quelquefois les renoncements de leurs dirigeants (...).* » Diable, vive les appareils et les dirigeants ! Notez bien le « *quelquefois* », oui, parce que voyez-vous, les dirigeants ont parfois des positions correctes, ils font ce qu'ils peuvent les bougres, ne dites pas qu'ils reculent pour mieux trahir vous seriez de mauvaise foi, n'ayez pas l'esprit si tordu, les dirigeants syndicaux sont des gens honnêtes et sincères... A part cela le PT ne soutient pas les bureaucrates pourris qui contrôlent et dirigent les syndicats, mais non, mais non, en disant cela, c'est moi qui déforme les faits et qui fais preuve d'un parti pris, je suis forcément malhonnête ! Les militants qui ont suivi le déroulement des derniers congrès de la CGT et de FO doivent être ravis d'entendre le discours du PT. Thibault et Mailly pourront confier en toute confiance de nouvelles responsabilités aux militants du PT, ils savent qu'ils n'ont rien à craindre d'eux.

« (...) *Dans ce contexte, il ne faut surtout pas contribuer à affaiblir les organisations syndicales, qui demeurent un outil indispensable au service de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts.* ». J'ai déjà dit ce qu'il en était réellement de cette version de la défense des syndicats qui finalement consiste à blanchir les appareils traîtres. On a compris pourquoi cette syndicaliste ex-militante du PCF à toute sa place aux côtés de Schivardi et Gluckstein.



« Depuis quinze ans, on se bagarre contre l'Union européenne. Malheureusement, on nous a tout fait, même le coup des "bonnes directives de gauche" en 2000, pour nous faire avaler la pilule. Comment ne pas être déçus, voire se sentir trahis, par tous ceux qui tentent de nous expliquer qu'il vaut mieux être dedans que dehors, avec que sans, bref, qui voudraient nous rattacher à l'idée même que sans l'Union européenne, point de salut ? » En voilà un qui est « déçu », qui « se sent trahi », question : est-ce suffisant pour forger une conviction politique ? A mon avis non. Il est vrai qu'à défaut d'une claire compréhension de la situation et en dehors de toute perspective politique, on se sent forcément « malheureux » quelque part. Ah si ceux (les dirigeants du PS et du PCF) qui nous racontent toutes ces blagues pouvaient retrouver la raison, qu'est-ce qu'on serait heureux ! Que d'illusions !

### **Quand l'humanisme est dénué de conscience de classe, qu'est-ce que cela donne ?**

La palme du cynisme, de l'ignorance ou de l'inconscience, je ne sais pas, vous m'excuserez, cela me met hors de moi, revient à une déléguée qui a utilisé pour évoquer la situation des femmes, le taux élevé de fécondation en France, sans dire un seul mot sur cette aberration totale qui consiste à se reproduire comme le font les animaux dans un monde déjà surpeuplé et au bord du chaos, menacé par les pires catastrophes environnementales et de plus en plus livré à la barbarie. Je n'ai pas changé de point de vue depuis 30 ans : faire des gosses dans ce monde pourri, c'est proprement criminel de la part d'un militant ouvrier !

Personnellement j'ai eu une fille par accident il y a presque 27 ans, je n'ai pas pu discuter avec sa mère qui voulait la garder à tout prix, je lui ai cédé par faiblesse, ce fut une grosse connerie, de toute manière cela n'aurait rien changé que je m'y oppose, je le savais très bien, donc j'ai limité la casse en pensant que c'était mieux que cette enfant ait à la fois une mère et un père. Je ne savais pas qu'on se séparerait 8 ans plus tard, comme quoi, la plupart du temps il ne sert à rien dans la vie de passer des compromis sur des principes, on s'en mort toujours un jour les doigts.

### **Pourquoi se réclament-ils de la Charte d'Amiens et oublient-ils systématiquement que l'objectif du syndicalisme est l'abolition du capitalisme ?**

Des syndicalistes sont intervenus pour dire : « Nous nous prononçons pour faire vivre les principes adoptés dans la Charte d'Amiens, pour le respect de l'indépendance syndicale et pour la stricte indépendance du parti vis-à-vis de quelque organisation syndicale que ce soit ». Déclaration insuffisante ou contraire à l'esprit de la Charte d'Amiens, j'explique pourquoi.

On pourrait à la limite et sous réserve admettre la défense de la Charte d'Amiens, à condition et à condition seulement de combattre concrètement pour en finir avec le salariat, avec le capitalisme, objectif à la fois économique et politique qui nécessite par conséquent de mettre en avant lors d'une grève ou d'un mouvement social à l'échelle nationale, les moyens permettant de réunir dans une organisation commune les militants syndicaux et politiques comme c'est le cas dans une coordination, un comité pour affronter le patronat et le gouvernement, or nous avons lu dans ce numéro d'*Informations ouvrières* que le PT s'était prononcé contre la constitution d'une coordination des cheminots à l'échelle nationale, autrement dit un comité national de grève des cheminots. Dans ces conditions, la défense de la Charte d'Amiens revient en fait à isoler le combat syndical du combat politique, à demeurer sur le terrain du trade-unionisme, le terrain du réformisme sur lequel se placent les appareils, afin d'empêcher le développement (la jonction) de la prise de conscience des travailleurs au niveau politique, ce qui revient finalement à leur interdire toute issue à l'heure où chacun sait que c'est seulement au niveau politique que se pose dorénavant l'issue de toute revendication économique ou sociale concernant la majorité de la population. C'est d'autant plus vrai et chaque militant peut vérifier, que nos droits ou acquis sociaux ont toujours été obtenus (par des moyens divers selon les époques et les circonstances) au niveau politique, une fois que les partis politiques du mouvement ouvrier s'étaient engagés dans la bataille aux côtés des syndicats.

Maintenant, on ne peut pas se borner à reprendre tout ou partie de la Charte d'Amiens comme le fait le PT, sans tenir compte de l'évolution intervenue dans les rapports à l'intérieur de la classe ouvrière au cours de la seconde moitié du XXe siècle, entre les travailleurs et ses partis et organisations. Sans tenir compte non plus du développement des contradictions du capitalisme à l'échelle mondiale qui rendent quasiment impossible toute réforme progressiste, ce que les capitalistes consentent à nous octroyer temporairement sous la contrainte d'un rapport de forces défavorable s'accompagne immédiatement de remises en cause d'autres droits ou acquis concernant tout ou partie du prolétariat ou de la petite bourgeoisie. La CMU est le pendant de la dislocation de la Sécu, par exemple.

Finalement, l'indépendance des syndicats défendue par le PT a pour seul objectif d'empêcher de subordonner toute revendication économique ou sociale à la question du pouvoir politique dans ce pays. L'absence de toute perspective politique de la part du PT est le produit de son soutien aux appareils, au réformisme, dont la défense de l'indépendance des syndicats sert uniquement de prétexte (voir son soutien à l'OIT, la CSI et son refus d'appeler à rompre avec la CES), c'est l'arbre qui cache la forêt si vous voulez.

**Page 9** le PT appelle à un référendum sur le traité de Lisbonne et lance sa propre pétition venant s'ajouter à une dizaine d'autres du même genre.

Notez le titre de cet appel ou la référence au référendum a déjà disparu : *Appel à l'unité pour le respect du vote du 29 mai 2005 pour dire NON au traité de Lisbonne*. Appel qui dès le départ comporte un élément de division, car à l'heure qu'il est, ce n'est pas le vote NON qui est prioritaire, mais la tenue d'un référendum qui demeure hypothétique. On se fout à ce stade que parmi ceux qui appellent à un référendum, il y en a qui vont voter oui, c'est leur problème, pas le nôtre. Leur objectif final et leur interprétation du rôle de l'Union européenne ne sont pas les nôtres, nous le savons pertinemment. Lorsque Lénine s'est allié temporairement au parti cadet contre le tsar, il s'agissait pour lui d'infliger une défaite au tsar, il se foutait pas mal des raisons pour lesquelles la bourgeoisie menait le combat, sans les ignorer bien sûr. Le PT prône l'unité quand elle est inacceptable et il prône la division lorsqu'il faudrait prôner l'unité. Je plains sincèrement les militants du PT qui se font mener en bateau.

**Page 10** « "Informations ouvrières" est toujours cette tribune libre de la lutte de classe, » Ne souriez pas, ils sont les seuls à le croire depuis 50 ans ! Sans polémique, sans critiquer le PT, je vous mets au défi d'envoyer un article à la direction de ce journal rappelant les articles 5 et 52 de la constitution de la Ve République concernant les prérogatives du Président de la République en matière de traités, contredisant la ligne politique du PT, et d'obtenir qu'il soit publié intégralement. J'en suis convaincu parce que depuis plus de trois ans, pas un seul militant, cadre ou dirigeant du PT qui se connecte sur ce site ou qui m'a écrit, n'a été capable de citer une seule fois un de mes arguments pour les confronter aux leurs, et à la réalité des faits bien entendu. Par contre, j'ai repris et démonté un par un leurs arguments en démontrant qu'ils reposaient sur une base erronée, chacun peut encore le vérifier, je n'ai retiré du site aucun texte que j'avais produit, même ceux comportant des conneries de ma part. (cela me plaît d'écrire des mots dits vulgaires comme le faisait Marx, Lénine ou Trotsky, destinés à provoquer les puritains et les constipés à l'esprit borné qui vivent confortablement installés dans le vieux monde et passent leur temps à conceptualiser les gestes les plus simples de la vie quotidienne au point de les rendre incompréhensibles. Entre gens simples disons les choses simplement, c'est mieux ainsi, même si ce n'est pas toujours naturel, de mon côté je ne triche jamais, sauf parfois avec les tricheurs, bien sûr.)

**Page 12**, un titre : *Finlande : unies avec leur syndicat, les infirmières font plier le gouvernement et arrachent des augmentations de salaires allant de 20 à 28 %*

Très bien. Comment s'est déroulée la mobilisation des infirmières ? Mystère. Quels rôles ont joué les syndicats ? Mystère. Comment fonctionnent les syndicats dans ce pays ? Mystère. Comment les infirmières se sont-elles organisées ? Mystère. Gloire aux dirigeants syndicaux encore une fois, toutes les occasions sont bonnes.

Le PT dénonce à juste titre le double langage de l'organisation du Secrétariat unifiée en Italie : « *La contribution du sénateur "Gauche critique" Turigliatto au vote du budget de Romano Prodi* », mais quand on allie dans le même parti des élus et des membres du PT, du PS, du MRC ou du PCF qui demeurent membres de leur parti respectif qui soutient le gouvernement d'union nationale Sarkozy-Fillon-Kouchner, on est semble-t-il très mal placé pour donner des leçons aux autres, non ? Le PT et la LCR se partagent les rôles, de la même manière que le PS et le PCF, donc match nul ! Le révisionnisme version Pablo ou version Lambert, crypto stalinien ou réformiste, à l'arrivée quelle différence ?

**Page 13**, un article de Marc Gauquelin, le dauphin déchu de Pierre Lambert. Il se réjouit à mots couverts « *Müntefering, vice-chancelier SPD et ministre du Travail du gouvernement de « grande coalition » CDU-CSU/SPD, a annoncé brusquement sa démission.* ». Voyez-vous cela. Cette « grande coalition » n'a pas pour autant disparu, mais Gauquelin ne s'attarde pas sur cet aspect de la situation politique, et pour cause.

Vous vous souvenez sans doute que pendant plusieurs années le PT n'a cessé de répéter qu'il fallait chasser Schröder pour que le SPD redevienne un parti ouvrier. Schröder a perdu les élections et bizarrement, absolument rien n'a changé au SPD, étrange non ? Et bien maintenant avec le départ de Müntefering du gouvernement Merkel, tous les espoirs sont à nouveau permis, non ? C'est ce que voudrait nous faire croire le PT, on a là la véritable nature politique du PT, merci à Marc Gauquelin. On se marre bien en lisant *Informations ouvrières*, n'est-ce pas ? Attendez, ce n'est pas fini.

Gauquelin conclut : « *En démissionnant, il a tiré les conclusions du désaveu que lui a infligé le congrès du SPD quelques jours avant.* ». Et voilà comment ces braves dirigeants du SPD respectent la démocratie au sein de leur parti, selon Gauquelin bien sûr, car la réalité est bien différente.

« *Lors de ce congrès, Kurt Beck, président du parti, inquiet du fossé grandissant en train de se creuser entre la base et la direction, a pesé pour que le SPD donne le signe d'un infléchissement à gauche de sa politique.* ». Par un tour de passe-passe, le très honorable Kurt Beck que l'appareil pourri a choisi pour diriger le SPD, « a pesé

*pour que le SPD donne le signe d'un infléchissement à gauche de sa politique », merveilleux, non ? Pour mieux tromper les travailleurs allemands, chut, il ne faut pas le dire ! Heureusement que les travailleurs allemands ne lisent pas Informations ouvrières.*

Mais Gauquelin n'est pas avare d'arguments pour tenter de prouver, en vain, que le SPD serait encore un parti ouvrier, il ajoute : « *Il n'est pas exagéré de dire que la crise qui déchire aujourd'hui la « grande coalition » a son origine dans la pression qu'a exercée la classe ouvrière par les mille et un canaux constitués de ces militants syndicaux, membres du parti, de ces instances de base, de ces commissions ouvrières..., pour pousser à gauche le SPD et son congrès.* ». Bref, vous aurez compris qu'en dehors du SPD point de salut pour la classe ouvrière allemande ! La première partie de son analyse est correcte, mais les conclusions qu'il en tire correspondent à celle d'un militant ayant troqué depuis longtemps le trotskisme pour le réformisme, ce qui est normal puisque son interprétation de la lutte de classe du prolétariat passe par uniquement par la lorgnette ou le prisme déformant du SPD au lieu de s'appuyer sur les 5 millions de chômeurs (officiellement je crois) et les millions de pauvres que comptent l'Allemagne, etc. Il continue ensuite dans le même registre.

« *L'Allemagne, qui a liquidé l'essentiel de ses monopoles publics, eau, gaz, électricité, télécoms, poste..., doit aller jusqu'au bout. Il lui faut en finir avec la Bahn (chemins de fer) tout de suite. Mais c'est là que les choses se corsent.* ». Oui en effet, et c'est là justement que Gauquelin ne comprend plus rien ou fait semblant de ne plus rien comprendre, je n'en sais rien. J'explique en quoi précisément.

Mon analyse : face à l'ampleur des contradictions auxquelles le capitalisme allemand doit faire face et qui voit se dresser la mobilisation de la classe ouvrière et sa jeunesse, le SPD qui est l'allié fidèle du capital depuis un certain 3 août 1914, doit prendre ses distances avec Merkel, tout du moins théoriquement ou en apparence, il doit se positionner pour tenter d'endiguer toute forme de contestation ou d'opposition organisée contre le régime... Comme en France avec le PS, le SPD est à la fois dans et en dehors du gouvernement. Cette analogie saute aux yeux, mais Gauquelin la passe volontairement sous silence parce que pour le PT la participation de dirigeants du PS au gouvernement et aux comités mis en place par Sarkozy n'est qu'un épiphénomène sans importance, voire sans conséquence, au nom évidemment de l'indépendance du PT vis-à-vis du SPD (et du PS) qu'il soutient lors de chaque élection depuis des lustres. Gauquelin a une vision purement institutionnelle des partis, alors qu'il souligne lui-même le lien qui existe entre la démission de Müntefering et la lutte des classes, mais sans aller au bout de son raisonnement pour les raisons que je viens d'exposer.

Le SPD peut servir la bourgeoisie de deux façons, en étant ou non au pouvoir, seul ou avec la CDU, tout dépend en grande partie du rapport de forces entre les classes et de la situation internationale, en dehors de l'existence d'un parti révolutionnaire il ne faut jamais l'oublier. Le SPD n'a pas, n'a jamais eu et n'aura jamais pour objectif d'aider le prolétariat à prendre le pouvoir. Quand on conserve en permanence à l'esprit cet état de fait, on peut analyser très simplement les manœuvres auxquelles se livrent les dirigeants de ce parti bourgeois, au lieu de raconter n'importe quoi.

Certes, le SPD recueille à chaque élection des voix de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, mais ce n'est pas une raison pour ne pas dénoncer son rôle contre-révolutionnaire permanent et le combattre, ce qu'évite soigneusement de faire ici Gauquelin chacun l'aura compris. Finalement il a raté sa vocation de secrétaire national du PT !

**Page 14,** Voici des extraits d'un article soutenant ouvertement Chavez que je remets en cause.

« *Ils (les travailleurs vénézuéliens) vont voter pour la poursuite des nationalisations pour que la compagnie pétrolière PDVSA ne soit plus jamais bradée à l'impérialisme et que les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources naturelles de la nation servent au peuple travailleurs et à la jeunesse.* ».

Questions : comment se sont déroulées exactement ces « *nationalisations* » ? L'argent de ces « *nationalisations* » a-t-il réellement profité au peuple vénézuélien ?

« *Ils voteront pour que « PDVSA et toutes les entreprises afférentes ne (puissent) jamais être totalement ou partiellement privatisées » (article 303).* ». Le problème, c'est qu'elles n'ont jamais été totalement privatisées !

« *Ils voteront pour l'interdiction du régime de grandes propriétés, déclaré contraire à l'intérêt social (article 307).* ». Le problème, c'est que justement le « *régime de grandes propriétés* » est la règle actuellement au Venezuela et que sans la mobilisation révolutionnaire de la paysannerie avec à sa tête le prolétariat, il sera impossible d'imposer l'expropriation des grands propriétaires fonciers. Or Chavez n'a pas l'intention de laisser le prolétariat prendre la direction d'une telle révolution qui pourrait lui échapper. La révolution ne se décrète pas, pas plus que la grève générale.

Le PT prend pour argent comptant tout ce que raconte Chavez, alors que le peuple vénézuélien ne lui fait pas confiance. N'allez pas croire que le peuple vénézuélien ne serait pas prêt pour passer au socialisme ou que les conditions objectives feraient défaut, la question ne se pose pas en ces termes. Qu'il donne d'abord l'occasion au

peuple vénézuélien de réaliser une véritable révolution socialiste, ensuite, il votera les yeux fermés pour une modification de la constitution intégrant les acquis de la révolution. Il faut être farfelu ou se faire des illusions sur les intentions réelles de Chavez qui marche sur les traces de Castro, Mao ou Staline.

Maintenant, si Chavez permettait qu'un parti ouvrier révolutionnaire appelle à la mobilisation le prolétariat et la paysannerie pour en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production et réalise l'expropriation sans rachat des terres appartenant aux latifundiaires, en mettant tout son poids dans la balance, y compris l'armée pour réaliser cette première mesure, nous serions face à une autre situation. Mais chacun sait que Chavez et son parti ont marginalisé pour ne pas dire museler les partis susceptibles d'avancer dans cette voie.

Par conséquent entre le soutien à l'impérialisme américain et le soutien au régime du colonel Chavez, on n'a pas d'autre possibilité que de défendre les premières mesures très insuffisantes qu'il a prises en rognant sur la propriété privée sans se priver de dénoncer les dérives castristes de Chavez et le rôle prédominant qu'il accorde à l'armée, en combattant pour que ce soit le prolétariat et la paysannerie qui prennent le pouvoir afin d'en finir avec l'Etat bourgeois et ses institutions, pour que le prolétariat et la paysannerie se dotent de leurs propres institutions politiques et contrôlent les secteurs économiques essentielles du pays, afin de museler et de réprimer la résistance de la bourgeoisie et la réduire à l'impuissance, pour enfin avancer vers une forme d'Etat permettant de poser les bases d'une société plus démocratique, en se situant dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique Latine, voilà à mon avis, la seule voie cohérente et sérieuse permettant d'avancer vers le socialisme et l'abolition du capitalisme dans ce pays et ce continent. On est loin ici du discours mielleux et nationaliste du PT envers Chavez.

Il faudrait encore demander au PT pour qui gouverne Chavez et sur quelles forces sociales ils s'appuient réellement ? Pourquoi l'armée le soutient-elle ? Quels intérêts soutient l'armée, pour le compte de qui ? Pourquoi soutient-elle Chavez ? Je connais une partie des réponses à ces questions, mais pas toutes, ce qui me gêne pour affiner mon analyse. J'ai appris à ne me satisfaire d'aucune analyse d'où qu'elle vienne, seul les faits m'intéressent et malheureusement je manque de temps pour me documenter sur Internet. Et ce n'est certainement pas en lisant *Informations ouvrières* que j'en apprendrai davantage.

Dans les paragraphes suivants, certains faits permettent de commencer à répondre à plusieurs questions que je viens de poser.

Le PT soutient Chavez sans réserve et ment délibérément sur la situation sociale dans le pays, puisque la manne pétrolière dont bénéficie le militaire Chavez sert en priorité à satisfaire les besoins de l'armée et de la caste des officiers, notamment par l'achat d'armement à coup de centaines de millions de dollars, pendant que plus de la moitié de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté.

De plus Chavez a nationalisé certains secteurs de l'industrie en réglant rubis sur ongle des milliards de dollars aux capitalistes expropriés, avec leur consentement évidemment, ce qui leur a permis de réinvestir ces sommes gigantesques dans d'autres secteurs de l'économie tout aussi rentables, ce que le PT passe soigneusement sous silence. Autrement dit, ce que Chavez leur a retiré d'une main, il leur a déjà redonné de l'autre. La preuve un peu plus loin.

Le PT fait aussi l'impasse sur la nomination par Chavez des membres de sa famille et de ses proches (des militaires ou ex-militaires) aux postes clés du gouvernement et de l'économie, de la PDVSA par exemple, transformant le régime en véritable autocratie, ce qui n'a pas grand chose à voir avec le contrôle ouvrier. La preuve.

« (...) le frère aîné du président, Adan Chavez, est devenu le nouveau ministre de l'éducation, après avoir été chef de cabinet et ambassadeur à La Havane. Le père de Hugo Chavez est gouverneur de Barinas, l'Etat natal du président. Le cousin du chef de l'Etat, Asdrubal Chavez, est à la tête de l'entreprise pétrolière nationale PDVSA. » (Le Monde du 9 janvier 2007) Le ministre de l'intérieur et de la justice, Pedro Carreño, est un ancien militaire. Au service de la population ? Pas vraiment : « il n'a pu nier que les homicides ont atteint en 2006 le record de 12 257 - trois fois plus qu'en 1998. La situation est très grave à Caracas, où, selon le Centre pour la paix de l'Université centrale du Venezuela, le nombre d'homicides pour 100 000 habitants atteint le chiffre de 105, le plus élevé d'Amérique latine. ». Cela justifie les crédits alloués à la police et à l'armée.

Et encore : « 90 % des crimes commis restent impunis », « Pour les organisations de défense des droits de l'homme, le vrai problème est celui de la centaine de forces de police qui s'enchevêtrent au niveau national, départemental et municipal, facilitant corruption, politisation et logiques mafieuses. D'après le Centre pour la paix, 20 % des crimes commis leur sont attribuables. En 2006, une commission pluraliste pour réformer la police avait soulevé des espoirs, mais la réforme se fait attendre. ». « Chavez est un bon président, mais manque d'autorité, et les flics sont toujours aussi corrompus », soupire Pedro Reyes, un épicier », tu parles, Chavez ne veut pas combattre l'armée et la police qui le soutiennent, normal, non ? Le double langage de Chavez ne trompe que ceux qui le veulent bien. (Le Monde du 20 juin 2007)

Le PT se félicite que Chavez ait manifesté son intention de sortir du FMI et de la Banque mondiale, intention transformée sous la plume de Gauquelin en réalité, on a l'habitude de ses falsifications qui servent à justifier la politique nationaliste du PT. Rappel.

Le 4 juin 2007, Chavez avait déclaré : « *Il vaut mieux que nous sortions avant qu'on nous ait pillés. Pourquoi ? Parce que [ces institutions] sont en crise* », rendant responsables le FMI et la Banque mondiale de la situation dramatique dans laquelle se trouvent plongé plus de la moitié du prolétariat et de la paysannerie vénézuélienne, pour faire oublier son propre rôle. La preuve que Gauquelin prend ses désirs pour la réalité : « *Dans une allocution prononcée lundi, à la veille de la fête du travail, Hugo Chavez a annoncé qu'il souhaitait que le Venezuela quitte la Banque mondiale et le FMI.* » Il a « souhaité » seulement. « *Chavez menace de quitter l'Organisation des Etats américains* » titrait *Le Monde* du 2 mai 2007. Chavez « menace ». A ma connaissance il n'a pas encore transformé ce « souhait » et cette « menace » en réalité, alors pourquoi faire croire le contraire ?

Voici quelques exemples qui prouvent amplement que Gauquelin et le PT racontent vraiment n'importe quoi aux militants et travailleurs.

« *Selon le quotidien El Nacional, la dette totale de l'Etat a doublé en huit ans, passant de 36,8 milliards de dollars à 74,2 milliards, alors que le prix du baril était multiplié par six. Depuis le début de 2007, le gouvernement a payé rubis sur ongle les nationalisations de l'entreprise de télécommunications CANTV (2,4 milliards de dollars) et d'Electricidad de Caracas (900 millions). En revanche, les indemnités de la ceinture de l'Orénoque, évaluées à 8 milliards de dollars, pourraient être payées en barils d'or noir.* » (*Le Monde* du 2 juin 2007)

« *Au terme d'un décret du 26 février, PDVSA détiendra désormais au moins 60 % du capital des nouvelles sociétés mixtes formées jusqu'au 26 juin. L'exploitation des puits passera sous le contrôle de l'entreprise publique. M. Chavez a promis d'indemniser les compagnies étrangères pour la cession d'actions. "Nous ne voulons pas que les multinationales quittent le Venezuela, a-t-il assuré. Nous voulons qu'elles continuent à être associées à PDVSA."* » (*Le Monde* du 2 juin 2007)

Le PT occulte aussi la tentative de Chavez d'interdire toute expression politique indépendante du prolétariat en créant en juin 2007 le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) qu'il destine à devenir le parti unique, et en soumettant l'existence des syndicats à la reconnaissance préalable de son propre pouvoir. La preuve. « *Laissons de côté les partis et créons le Parti socialiste unifié du Venezuela* », a dit Chavez devant ses partisans, le 15 décembre 2006. Ajoutant, alors qu'il venait d'être réélu avec 62,8 % des voix « *Ces votes appartiennent à Chavez, plutôt qu'aux partis* » (*Le Monde* du 9 janvier 2007).

On a ici encore une fois la signification réelle de la soi-disant politique de défense des partis et des syndicats indépendants version PT.

« *Une bonne partie de la manne pétrolière, qui revient ainsi à la nation vénézuélienne, est utilisée par le gouvernement Chavez pour des investissements sociaux, ce que le gouvernement appelle les « missions », en matière notamment d'éducation, de santé et de construction de logements sociaux et d'infrastructures urbaines élémentaires.* » Viva el comandante Chavez, le Petit père du peuple vénézuélien ! Quand je dis que Gluckstein est un pabliste, un renégat du marxisme, je ne le fais pas de gaïté de coeur, je ne fais que constater les faits, c'est tout.

Le discours purement nationaliste du PT est le corollaire de son soutien à l'armée et à une partie de la bourgeoisie vénézuélienne dont Chavez défend les intérêts.

Dans ces conditions, le PT ne pouvait formuler une fois de plus qu'un pronostic foireux sur le référendum du 2 décembre portant sur la constitution : « *La masse de la population votera le 2 décembre pour la souveraineté nationale et la rupture totale avec toute subordination à l'impérialisme.* », comme si Chavez avait l'intention de rompre avec l'impérialisme, balivernes ! Au fait, n'est ce pas avec l'impérialisme que Chavez passe ses contrats d'armement ? Armes qu'il utilise déjà contre le peuple vénézuélien. On appelle s'aligner sur la réal politique. La preuve.

« *En provenance de la Biélorussie, Hugo Chavez est arrivé, lundi 24 juillet, à Moscou où il négociera de nouveaux contrats d'armement qui viendront s'ajouter aux hélicoptères et aux 100 000 fusils-mitrailleurs AK déjà achetés récemment à la Russie. A l'occasion de la livraison des 30 000 premières unités, début juin, Caracas a fait savoir que des négociations sont en cours avec Moscou pour la construction de deux usines d'armement afin de produire sur place des kalachnikovs et des munitions. A Moscou, M. Chavez négociera également la livraison d'avions de chasse Soukhoï 30.* »,

« *En 2005, le gouvernement américain avait tenté, sans succès, de bloquer un contrat d'armement avec l'Espagne, qui s'est engagée à livrer dix avions de transport de troupes et huit corvettes.* » (*Le Monde* 26 juillet 2006)

**Page 15**, le décès d'un militant du PT a été une nouvelle occasion (morbide) de donner la parole à un bureaucrate pourri de FO qui profitera de cette tribune morbide pour vanter le syndicalisme « libre » de FO... au service du patronat français. Il est vrai que cette oraison funèbre a été prononcée dans le bastion de l'infréquentable anarchiste « individualiste » Alexandre Hébert (il se définit ainsi), le compagnon de route de Lambert et occasionnellement de responsables du FN. Lambert fera lire un message en insistant lourdement sur

l'indépendance des syndicats, formule reprise aussitôt par un membre de sa cours qui en rajoutera une louche comme il se doit : « *il (le défunt Georges Nouvel) était convaincu que la classe ouvrière avait besoin de ses organisations, avant tout de ses organisations syndicales, indépendantes de tous les partis politiques.* », il est vrai que les partis politique du prolétariat jouent toujours un rôle insignifiant ou secondaire pour le PT, que ce soit au niveau de la survie du capitalisme ou au niveau du combat pour en finir avec le régime, perspective que ses dirigeants ont par conséquence abandonné depuis les années 40, tout se tient en effet.

François de Massot a cru bon de rappeler qu'ils furent parmi ceux qui résistèrent au début des années 50 au révisionnisme impulsé par Pablo et consorts qui « *assuraient que l'avenir appartiendrait à la bureaucratie stalinienne, que celle-ci « réaliserait le socialisme à sa manière* »... en se vautrant dans le réformisme qui assurément avait plus d'avenir que le stalinisme, comme quoi ils avaient bien lu le *Programme de transition* « *et nous permirent de tenir et d'être là aujourd'hui* », on a envie d'ajouter : hélas !

**Page 16**, une contrevérité du dénommé Stentor : « *En France, après les assurances sociales de 1930, la Sécurité sociale représente un système unique au monde, basé sur la solidarité.* » Faux.

En Inde par exemple où je vis depuis 11 ans, si je n'ai pas de quoi me payer un traitement et si j'ai la journée à perdre pour arpenter les couloirs de l'hôpital public Jipmer sous 35 à 40°C, je peux me faire soigner gratuitement sans qu'on me demande le moindre document, certificat de non imposition, etc. Mon épouse dont la famille était très pauvre y a été opérée du coeur la première fois en 1986, elle y est restée plus d'un mois, et elle n'a pas déboursée une roupie, même les médicaments lui ont été fournis gratuitement avec une ordonnance valable un mois renouvelable sur place.

Stentor étale dans cet article sa crasse ignorance de bureaucrate (FO) indécrottable.

Il écrit : « *Même la pomme de terre devient un médicament. Les yaourts anticholestérol bénéficient d'une publicité tapageuse, vantés par des vedettes.*

*Les bio-aliments remplacent les médicaments pour le plus grand profit des trusts agroalimentaires.* ». On a envie de dire : pauvre type ! Depardieu faisait de la pub pour des spaghettis, et pourtant c'est plutôt un aliment pauvre sur le plan diététique, il ne comporte que des hydrates de carbone et pratiquement aucun minéraux ou vitamine. Stentor doit être jaloux, il est aigri parce qu'il a raté lui aussi sa vocation !

Si l'on suit le raisonnement débile de Stentor, il vaut mieux bouffer de la merde et tomber malade, ensuite on va chez son médecin qui nous prescrit des médicaments. Mais monsieur, qui fabrique ces médicaments, si ce n'est les trusts pharmaceutiques ? Il est vraiment niais !

Cela paraîtra évident au premier venu que la santé commence par une alimentation équilibrée et diversifiée renfermant vitamines, minéraux, oligo-éléments, protéines, acides aminés, etc. en proportion raisonnable quotidienne. Une carence alimentaire en zinc ou en fer peut favoriser des désordres d'ordre psychologique, entraîne de la fatigue par exemple, tout comme le manque de magnésium. La vitamine D favorise la fixation du fer par exemple. La vitamine B agit sur la peau notamment. La vitamine A agit directement sur la vision. La vitamine E sur la croissance. Une mauvaise digestion ou un engorgement du foi anéantira tout effort de traitement thérapeutique... L'alimentation est donc à la base de la santé. Nous sommes ce que nous mangeons, nous mangeons pour vivre et non l'inverse.

Stentor qui assurément n'est pas dans la situation des travailleurs pauvres qui ne peuvent pas se soigner normalement, se fout pas mal de savoir si des gestes simples et économiques pourraient les aider à rester en bonne santé ou à recouvrer plus rapidement la santé tout simplement en prenant conscience du lien qui existe entre leur situation et leur alimentation pour la plupart du temps anarchique.

Il termine son article ainsi : « *L'avenir s'ouvre en grand pour les chamans et autres guérisseurs.* ». On devrait sans doute en dire autant des dirigeants politiques, notamment de ceux qui ont avancé des lignes politiques et des stratégies qui se sont avérés erronées pendant un demi-siècle, non ?

Stentor est un être borné à l'image des dirigeants du PT qu'ils honorent en étalant sous nos yeux son ignorance et sa haine de ce qu'il ne connaît pas. On pourrait lui renvoyer le compliment de charlatan qu'il destine aux thérapeutes et diététiciens qui pratiquent (aussi) une autre médecine que la médecine allopathique qu'il soutient, médecine fort coûteuse, qui évidemment n'engraisse pas à coup de milliards d'euros les trusts pharmaceutiques... Il est vrai qu'avoir recours à un rebouteux, un magnétiseur ou un naturopathe est condamnable selon Stentor. Normal, c'est la médecine des pauvres le plus souvent gratuite, depuis le Moyen Age, mais Stentor l'ignore toujours.

On pourrait aller plus loin dans le raisonnement stupide du réactionnaire Stentor. Il s'en prend implicitement et indistinctement aux thérapeutes qui n'ont pas (seulement) recours à la médecine allopathique. Je ne sais pas si vous avez déjà eu une consultation chez un médecin homéopathe pour pouvoir comparer avec un médecin allopathe, le premier s'attarde sur votre mode de vie, votre sommeil, votre entourage psychologique et bien sûr

vosre alimentation, alors que le second passe très rapidement sur ces questions, quand il n'oublie pas tout simplement de vous les poser.

Rappelons que la médecine allopathique traite uniquement les causes et les conséquences de désordres organiques ou somatiques apparues lors d'une maladie, sans s'attaquer aux déséquilibres du terrain qui ont favorisé le développement de la maladie, alors que la médecine homéopathique, la phytothérapie, etc. n'ont pas pour seule fonction de s'attaquer aux causes et conséquences des maladies, elles ont l'avantage de rétablir l'équilibre biologique et fonctionnel de tous les organes, ce qui a pour conséquence de favoriser la production d'anti-corps par le patient lui-même, donc de renforcer sa capacité à mieux résister aux bactéries et de pouvoir se rétablir plus rapidement en cas d'infection virale.

Maintenant qu'il y ait des charlatans parmi les praticiens des différentes médecines, c'est évident, mais c'est surtout évident chez les plus nombreux, les médecins allopathes. Une chose m'avait échappé et me vient soudain à l'esprit, en réalité, que fait Stentor, il se range derrière l'ordre des médecins, institution fort honorable créée par le régime de Vichy si ma mémoire est bonne, institution réactionnaire s'il en est qui elle aussi voit d'un mauvais œil ou condamne le développement d'autres médecines que celle liée à l'industrie chimique.

Stentor condamne l'ensemble des guérisseurs sans réserve ni restriction, on est bien d'accord, c'est son droit évidemment. Les centaines de milliers ou les millions de travailleurs qui ont eu un jour recours à des guérisseurs en désespoir de cause ou par choix délibéré, comme je l'ai fait moi-même en France à plusieurs reprises, ou qui ont dans leur famille ou parmi leurs proches des personnes qui peuvent témoigner de son efficacité pour remédier à certains problèmes de santé, que devraient-ils penser de l'attitude de Stentor et de son parti ?

Question qui n'est pas anodine de ma part, car, si j'insiste aussi lourdement sur son article qui fait suite à plus d'un article à caractère ouvertement réactionnaire, mais politique, c'est pour montrer aux militants qu'en abordant le PT sous un autre angle que celui de la politique, on se rend compte que le mode de pensée des dirigeants du PT est gangrené par une forme de dogmatisme et de sectarisme primaire, une incapacité viscérale à réfléchir sereinement et à comprendre des choses relativement simples, donc à évoluer intellectuellement, dès lors qu'ils sont confrontés à des questions qui sortent de leur domaine de réflexion habituelle. Dès qu'ils sortent du traitement purement politique de questions économiques ou sociales, ils dérapent systématiquement et se retrouvent relégués au niveau d'ignorance dans laquelle se trouve l'immense majorité de la population.

Où je voulais en venir, car tout est lié chers camarades, selon moi, il n'y a pas de pire destin que de mourir con, c'est que lorsque l'on s'avère incapable de réfléchir tranquillement à quelque chose de nouveau ou dont on ignorait encore tout la veille, qu'il s'agisse de n'importe quel domaine de connaissance, il n'y a alors pas d'exception, pas même en politique, le même travers ou la même tare se reproduit indéfiniment dans tous les domaines quotidiennement.

Or, nous sommes confrontés à une situation politique inédite dans l'histoire de l'humanité qui nécessite au plus haut degré, si l'on veut l'interpréter correctement du point de vue des intérêts du prolétariat, une attention et une réflexion intense de chaque instant, un échange permanent de points de vue pour pouvoir poser et vérifier chaque hypothèse, afin de déterminer de façon précise le cours des choses et définir notre orientation politique, etc., nous sommes bien d'accord.

Dès lors, vous comprenez pourquoi avec l'état d'esprit qui anime les Lambert, Gluckstein et consorts, il était impossible qu'ils y parviennent, ils se sont avérés totalement incapables d'assurer la continuité du bolchevisme, en admettant qu'ils en aient eu un jour l'intention, je laisse le soin à chacun d'en juger, c'est une autre histoire. A défaut de posséder les connaissances encyclopédiques de Marx et Engels qui ont débouché sur le socialisme scientifique, de maîtriser la méthode du matérialisme dialectique et historique qu'ont mis en pratique Lénine et Trotsky en portant le prolétariat russe au pouvoir, les Lambert, Gluckstein et consorts, tout comme Stentor, n'ont pas eu d'autre possibilité que de s'enfermer dans une vision du monde qui n'a qu'un rapport éloigné avec la réalité, et de céder finalement aux sirènes des idées dominantes de la classe dominante.

Stentor dénonce ici la pub qui favorise l'enrichissement des trusts agroalimentaires, mais à aucun moment il ne lui viendra à l'esprit qu'il prend partie pour les trusts pharmaceutiques qui regorge de milliards de dollars qui sont directement responsables de la mort de millions d'Africains infectés par les virus de la malaria ou du sida, par exemple.

Ce que j'ai voulu démontrer, c'est que ces dirigeants ont une vision tronquée ou déformée de la réalité (dans tous les domaines), dans ces conditions, on ne peut pas compter sur eux pour avancer vers la prise du pouvoir et le socialisme. Dès lors qu'ils se considèrent comme marxistes, ils n'ont plus rien à apprendre, ils ont toujours raison, cette étiquette force le respect et maintient à distance les esprits médiocres qui ne partagent pas leurs opinions, dont je fais partie et qu'ils méprisent.

A travers l'idée qu'ils se font de leur petite personne, que leur complexe de supériorité laisse transpirer malgré eux à longueur de temps, ils ont développé un culte de la personnalité qu'ils condamnent par ailleurs, qui n'a pas d'autre fonction que d'interdire finalement toute confrontation d'idées ou d'arguments, comme on a pu le voir à

propos de l'Union européenne, par exemple. On comprend qu'ils répugnent à aborder l'aspect psychologique du combat politique, qu'ils considèrent comme une lubie de petits bourgeois en mal de bien-être.

Comme à défaut d'avoir une conscience politique aiguisée, le prolétariat, y compris la plupart des militants, réagissent en premier de façon émotive à leurs conditions d'existence et de travail en général, ce que la bourgeoisie à parfaitement compris et exploite à fond par l'intermédiaire des médias et des ONG, il est facile de les manipuler de mille et une manières.

D'un côté, pour la bourgeoisie et ses laquais, la « *mondialisation* » et ses conséquences néfastes sont une fatalité qu'il faut accompagner, de l'autre côté, pour les dirigeants du PT, la décomposition du mouvement a atteint un tel degré qu'il faut reprendre le combat de zéro, à partir du milieu du XIXe siècle (référence à la Première Internationale) comme si la lutte de classe se situait à ce niveau partout dans le monde, ce qui est faux bien sûr, comme si les enseignements de la lutte de classe que nous ont laissé Lénine et Trotsky devaient rejoindre les musées de l'histoire, tout en prétendant le contraire évidemment, c'est cela aussi la manipulation psychologique.

Leur nouveau vieux parti n'est qu'un bricolage de bric et de broc qui s'est avéré dans l'histoire une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier. Il est vrai que pour demeurer fidèle à l'héritage du parti bolchevik, il faut faire preuve d'un courage et d'une détermination sans faille, inébranlable, d'un caractère en acier trempé, incorruptible, d'une audace qui rompt avec le pessimisme ambiant, cela nécessite forcément des sacrifices qu'aucun dirigeant n'est prêt à consentir. Je vais peut-être dire une connerie, mais je pense que l'on doit avoir pour objectif ou idéal sur le plan personnel de se conduire en communiste pas seulement sur le terrain politique, mais dans la vie de tous les jours, même en dormant.

Se remettre en cause et se critiquer en permanence, travailler et travailler encore pour progresser sur le plan de la compréhension du monde dans tous les domaines, voilà quelle devrait être la motivation quotidienne de tous les militants ouvriers. Je n'invente rien, je parodie Lénine, excusez-moi.

J'ai été un peu long comme d'habitude, un défaut incurable sans doute.

J'avais pensé aborder un autre sujet, mais je manque d'informations pour le traiter correctement.

Vous savez que les organisations syndicales sont impliquées depuis 1945 dans la gestion des organismes sociaux telle que la Sécu ou la CPAM. Je me demandais quels rôles et responsabilités les syndicats remplissent exactement dans ces organismes. Je vais vous dire pourquoi. Vous savez peut-être que des cliniques privées, des laboratoires et des médecins ou spécialistes détournent chaque année des centaines de millions d'euros des caisses de la CPAM en facturant des actes en réalité inexistantes. Ces détournements approcheraient le milliard d'euros chaque année d'après ce que j'ai entendu lors d'un reportage diffusé sur France 2 dans *Complément d'enquêtes*, il y a déjà quelques mois. Chacun sait par ailleurs que des milliers de PME et de plus grandes entreprises ne paient pas l'Urssaf, autrement dit, elles ne paient pas les cotisations sociales d'une partie des salariés qui travaillent dans leurs entreprises. Je suis curieux et j'aurais voulu en savoir plus, un terrible défaut.

Qui détermine le recrutement du personnel des organismes sociaux pour contrôler les médecins, cliniques, laboratoires, les entreprises ? Qui en assure la responsabilité ? S'agit-il d'une responsabilité partagée entre les syndicats, le patronat et le gouvernement ? Si tel était le cas, on pourrait dire que les dirigeants syndicaux sont complices de cette formidable escroquerie qui dure depuis 62 ans. Ne devraient-ils pas quitter ces organismes sociaux ? Autre question : Combien cela leur rapporte-t-il de participer à leur gestion ?

Le gouvernement et ses valets s'intéressent de près aux « *faux* » chômeurs, à la surconsommation de médicaments et aux actes médicaux soi-disant inutiles, moi, je m'intéresse aux ordures qui s'engraissent sur le dos de la misère humaine et les malades. Vous ne trouvez pas étrange que les militants du PT, (Lambert en tête, il était inspecteur à la CPAM de la région parisienne, si je ne me trompe pas) qui sont très bien placés au sein de ces organismes à travers FO ne vous donnent aucune information sur ce sujet ? Je crois que le PT dirige la fédération FO de la santé depuis des décennies, non ? Dois-je interroger des associations de consommateurs pour obtenir ces renseignements ?

Personnellement, je suis farouchement opposé à la participation des syndicats à la gestion d'un quelconque organisme social ou non où figure le patronat ou le gouvernement, c'est une question de principe. J'estime que dans le cas contraire, c'est de la collaboration de classes, il faut appeler les choses par leurs noms. On est tellement habitué depuis 62 ans à la collaboration de classes, que je vais encore passer pour un gauchiste ou un cinglé, le comble quoi, mais je m'en tape, la pensée unique nourrit par les idées de la classe dominante qui sévit dans le mouvement ouvrier n'a pas d'emprise sur moi et je me porte très bien comme je suis. Je vous souhaite la même chose camarades, ne cédez pas, ne cédez jamais sur les principes.